



LE MOUVEMENT DES FEMMES QUÉBÉCOIS : ÉTAT DES LIEUX

[Francine Descarries](#)

Presses Universitaires de France | « Cités »

2005/3 n° 23 | pages 143 à 154

ISSN 1299-5495

ISBN 9782130552321

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-cites-2005-3-page-143.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Presses Universitaires de France.

© Presses Universitaires de France. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Le mouvement des femmes québécois : état des lieux

FRANCINE DESCARRIES

Depuis la fin des années 1960, le Québec a été le théâtre d'un déploiement sans précédent de discours, de revendications et de pratiques féministes. Dans cette mouvance, le mouvement des femmes s'est progressivement imposé comme un acteur significatif de la scène québécoise, en raison même du poids de sa présence sur le terrain, de la pertinence et de la diversité de ses luttes, de la portée de ses pratiques et de la pluralité de ses lieux de mobilisation¹.

À la fois produit de la contestation des femmes à l'égard de l'omniprésence des catégories de sexe dans la structuration/hiérarchisation des rapports sociaux au sein d'une société très longtemps figée dans un conservatisme social et religieux et d'une stricte adhésion à une conception « naturaliste » du destin des femmes, le mouvement des femmes québécois est devenu, au fil des ans, la courroie de transmission de projets intellec-

1. Voir, à ce sujet, Danielle Fournier et Nancy Guberman, « Quelques défis pour le mouvement des femmes du Québec », *Revue internationale d'action communautaire*, vol. 20, n° 60, 1988, p. 183-187 ; Diane Lamoureux, « Nos luttes ont changé nos vies. L'impact du mouvement féministe », dans *Le Québec en jeu. Comprendre les grands défis*, sous la dir. de Gérard Daigle, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1992, p. 693-711 ; Francine Descarries, « Le projet féministe à l'aube du XXI^e siècle : un projet de libération et de solidarité qui fait toujours sens », *Cahiers de recherche sociologique*, 30, 1998, p. 179-210 ; id., « Le féminisme québécois contemporain : entre les pratiques et les discours », dans *Féminismes et identités nationales*, sous la dir. de Yolande Cohen et Françoise Thébaud, Lyon, Les Chemins de la recherche, 1998, p. 237-253.

Cités 23, Paris, PUF, 2005

tuels et sociopolitiques pour penser et mettre en œuvre un *Nous femmes* rendu possible à imaginer dans la foulée des bouleversements générés par la Révolution tranquille. Depuis lors, ses revendications et ses actions ont notablement permis l'amélioration des conditions de vie des femmes, tant dans la sphère publique que dans la sphère privée. De même, elles ont contribué à la redéfinition de la dynamique sexuée des rapports sociaux et à la transformation des institutions, règles et comportements régissant les rapports entre hommes et femmes. Elles ont également amené la société québécoise à réaliser qu'il n'était plus possible de penser le monde, de produire des savoirs ou de soutenir des pratiques sociales et des politiques « comme avant », c'est-à-dire d'une façon qui efface les femmes comme sujets de l'histoire et évacue leurs expériences, attentes et besoins.

Bien qu'il soit souvent affirmé que le féminisme s'essouffle ou qu'il fasse « fausse route » dans ses formes dominantes d'expression, le mouvement des femmes québécois demeure aujourd'hui, en dépit des nombreux défis auxquels il a à faire face, un acteur social important à travers les quelque 1 500 groupes ou organismes locaux, régionaux et nationaux – communautaire, syndical, universitaire et gouvernemental –, féministes ou de femmes qui en constituent la charpente¹. Comment expliquer cette résilience, cette relative « bonne santé » du mouvement des femmes au Québec dans un contexte où plusieurs ne parlent que de « post-féminisme », si ce n'est de ressac à l'aune de l'importance sans précédent accordée dans l'histoire récente du féminisme aux voix antiféministes, féminines comme masculines, qui en détournent le sens ou en questionnent la raison d'être et les pratiques, ou plus fallacieusement encore affirment qu'il est temps de passer à autre chose puisque l'égalité entre les sexes serait, à toutes fins utiles, « chose faite » ? Par ailleurs, peut-on penser que le mouvement des femmes saura maintenir son originalité et son efficacité analytiques, sociales et mobilisatrices dans un contexte où divers paradoxes, enjeux et contraintes le confrontent dans sa légitimité intérieure même, tout comme dans ses positionnements théoriques et politiques ?

Un retour historique sur les conditions d'émergence et de développement du mouvement des femmes québécois fournira des éléments de

1. Femmes en tête, *De travail et d'espoir. Des groupes de femmes racontent le féminisme*, Montréal, Éditions du Remue-ménage, 1990 ; Conseil du statut de la femme, « Réfléchir sur trente ans de féminisme », CSF, 1990.

[Http://www.csf.gouv.qc.ca/fr/8mars/?F=colloque&rub=1&ma=66](http://www.csf.gouv.qc.ca/fr/8mars/?F=colloque&rub=1&ma=66).

réponse à la première question. Quant à la seconde, elle est au cœur des préoccupations actuelles de toutes les militantes et intellectuelles féministes québécoises. Les défis à rencontrer sont en effet nombreux et de divers ordres. Nous reviendrons sur ceux-ci au terme du présent article.

LE MOUVEMENT DES FEMMES QUÉBÉCOIS ET SA SPÉCIFICITÉ

Au Québec, il est courant de parler indifféremment de mouvement des femmes ou de mouvement féministe pour désigner un mouvement social aux multiples configurations et postures dont le point de convergence est, au-delà de la revendication pour l'égalité de fait pour les femmes et de leur insertion pleine et entière dans la société, la volonté d'accéder à un projet de société, plus juste et plus équitable. Il en sera de même dans le présent texte. Cela étant, il y a tout de même lieu de retenir que le premier terme désigne un vaste ensemble de discours et de pratiques, variables dans le temps et l'espace, dont la finalité est l'amélioration de la situation socio-économique et politique des femmes et la redéfinition de leur rôle dans la société sans que ne soient nécessairement remis en cause les mécanismes fondateurs de la division sociale des sexes. Par comparaison, l'appellation « mouvement féministe » renvoie à un ensemble plus restreint de discours et de pratiques qui donne priorité à la lutte des femmes et pose comme finalité l'abolition, du moins la transformation en profondeur, de l'ordre patriarcal et de son pouvoir régulateur. Le mouvement féministe est donc, selon ces définitions, une composante importante et dynamique du mouvement des femmes québécois, mais il n'en constitue pas la totalité.

Profitant de sa situation toute particulière à l'intersection de trois cultures féministes – canadienne, américaine et française – et du dynamisme et des actions concrètes de nombreux groupes sur le terrain, les causes et les projets adoptés par le mouvement des femmes québécois, depuis sa résurgence contemporaine, ont été nombreux et diversifiés, tandis que les conceptions de l'égalité et de la libération qui le traversent se sont multipliées¹, complexifiées, sinon entrechoquées. Retenant du féminisme canadien-anglais la notion d'agenda et d'actions politiques, la pensée et les pratiques du féminisme québécois se sont néanmoins davan-

1. Huguette Dagenais, « Science et conscience dans l'action : la recherche féministe québécoise à l'aube de l'an 2000 », dans *Science, conscience et action. Vingt-cinq ans de recherche féministe au Québec*, sous la dir. d'Huguette Dagenais, Montréal, Éditions du Remue-ménage, 1996, p. 9-29.

tage développées dans la foulée de la double influence des féministes américaines et françaises. Des premières, il a retenu l'approche pragmatique, les pratiques de terrain et l'intervention féministe. Des secondes, il a appris l'importance heuristique et stratégique d'une réflexion sociothéorique formulée en termes de rapports de sexe. Produit hybride et original résultant de la conjonction de ces influences, le féminisme québécois a pris la forme d'un féminisme d'action et d'implication sociale dans un contexte néanmoins ouvert à l'interaction théorie/pratique. Ainsi, les pratiques de recherche et la production d'un savoir féministe en viendront à être perçues, voire acceptées, comme gestes concrets de militance. Malgré des difficultés et des tensions inévitables, cette forme particulière d'engagement sera notamment favorable à l'établissement de liens de collaboration et d'échanges d'expertise entre chercheuses universitaires et groupes de femmes¹. Elle permettra de minimiser, mieux que dans d'autres milieux féministes, les clivages qui existent trop souvent entre chercheuses et militantes des groupes de femmes.

Inspirées par différentes conceptions du féminisme et de ses pratiques ou ambitions, militantes, chercheuses, syndicalistes, féministes d'État² et intervenantes ont ainsi formulé au fil des décennies plusieurs propositions – non nécessairement convergentes – et préconisé diverses approches et stratégies – plus ou moins rassembleuses selon le cas – pour lutter contre les effets discriminants de la division sociale des sexes. Mais les unes comme les autres auront été fortement influencées par les pensées égalitaristes des années 1960 et celles plus radicales des années 1970, tandis que les enjeux rencontrés se multiplieront et évolueront au rythme d'une réalité sociopolitique et idéologique en continuelle et parfois fulgurante mouvance. En fait, ces deux tendances, et leurs multiples variantes, co-existeront et s'interinfluenceront pendant ces décennies : l'une associée au

1. Au sein de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), par exemple, l'Alliance de recherche IREF/Relais-femmes, depuis l'année 2000, de même que le Protocole UQAM/Relais-femmes, depuis plus de vingt ans maintenant, procurent un appui institutionnel et économique à une interaction soutenue entre les membres de la communauté universitaire de l'UQAM et les groupes de femmes.

2. Dans le langage courant au Québec, l'expression « féminisme d'État » désigne le processus d'intégration, par des femmes travaillant au sein de la fonction publique, de préoccupations et d'actions liées à la défense des droits et des intérêts des femmes. Les contreparties les plus positives de cette dynamique auront été de procurer au mouvement des femmes des outils d'action et de diffusion additionnels, de mettre à sa disposition des ressources gouvernementales humaines et financières et de lui ménager un accès plus direct à divers lieux de pouvoir. Aujourd'hui sérieusement compromis par le désengagement de l'État, le maintien de tels soutiens devient enjeu de survie.

féminisme égalitariste ou libéral et au mode d'action « réformiste » des grandes organisations féminines et du féminisme d'État ; l'autre, plus radicale et plus engagée politiquement, qui s'exprime à travers les voix de féministes issues des milieux gauchiste, syndicaliste, communautaire ou universitaire soucieuses de préserver leur autonomie de pensée et d'action autant à l'égard du nationalisme québécois que du socialisme. Pour les féministes égalitaristes, l'égalité de droits s'avérant insuffisante, l'enjeu devient la mise en place des conditions jugées nécessaires à la réalisation pleine et entière des femmes sur les plans professionnel, familial et personnel. Dans cette optique, les fonctions et les rôles réservés aux femmes sont spécifiquement pris à partie. La violence exercée à leur égard est dénoncée en tant que problème social inscrit dans une dynamique de contrôle, tandis que l'accès à l'avortement libre et gratuit est une cause qui les mobilise sur plus de deux décennies au nom de la liberté de choix.

Une telle approche est jugée insatisfaisante et inefficace par les féministes radicales qui reprochent aux féministes libérales ou égalitaristes de ne voir, pour reprendre une expression de Ginette Castro¹, que des ratés dans un système potentiellement perfectible et de concevoir, en conséquence, l'inégalité entre les sexes comme un problème socioculturel. L'opposition des radicales au féminisme libéral est en l'occurrence analytique autant que politique. Elle repose sur une interprétation bien différente de la genèse du problème et de la division sexuelle du travail. Opposition qui les amène à postuler la nature systémique des rapports de pouvoir sur lesquels le patriarcat appuie sa reproduction et à dénoncer les multiples manifestations et emprises du sexisme sur la vie des femmes, tout comme l'occultation de la valeur économique, marchande ou non marchande, de leur travail. Elles développent à cet effet un appareillage conceptuel, proche de celui des marxistes, pour formuler une critique féministe plus globale des modèles, diktats et contraintes de l'ordre patriarcal et mettre en cause les processus sociaux sexués de division et de hiérarchie qui maintiennent les femmes dans la condition d'appropriée. Cependant, en dépit de la grande distance idéologique qui les sépare des féministes égalitaristes sur le plan de l'action sociopolitique, les féministes radicales québécoises participeront à la plupart des luttes et campagnes menées par les premières. Une telle

1. *Radioscopie du féminisme américain*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1984.

alliance stratégique permettra au mouvement des femmes québécois d'établir, dès sa résurgence contemporaine, une tradition de collaboration, sinon de consensus, entre ses composantes.

QUELQUES ÉLÉMENTS D'HISTOIRE

La période qui s'échelonne de la fin des années 1960 au début des années 1980 se caractérise par un féminisme sociopolitique militant qui connaît son apogée à la fin des années 1970. Partie prenante de l'effervescence sociale d'alors, c'est dans un contexte en ébullition sans précédent, dans une société traversée par la crise de ses institutions traditionnelles et une contestation multiforme de l'ordre établi, que le féminisme contemporain québécois fera son apparition ; il sera un acteur important du projet de modernisation et de démocratisation de l'État québécois, dont il tirera une partie de son impulsion, mais auquel il apportera en retour une assise indispensable. Pour bien comprendre la genèse du mouvement des femmes québécois contemporain et sa résilience, il nous faut, en effet, rester en contact avec cette idée que les Québécoises ont choisi, dès l'amorce de la Révolution tranquille, de voir dans l'État québécois un agent « facilitateur » de leurs propres visées d'affirmation.

Et si la plupart des féministes ont accepté au départ, sans trop de réticences, ce mode de relation fonctionnelle avec l'État, c'est vraisemblablement qu'elles partageaient avec lui des intérêts communs dans un projet de modernisation de la société québécoise : la laïcisation, l'accessibilité à des études post-secondaires, la promotion des droits de la personne et l'élargissement des fonctions socio-économiques de l'État constituant des conditions nécessaires, sinon suffisantes, à l'actualisation de leurs revendications. En raison de cette coïncidence historique et structurelle entre les intérêts de l'un et l'autre projets, l'État québécois a donc été appelé à jouer un rôle d'accompagnateur, de soutien, voire de promoteur du projet des femmes. En contrepartie, la résurgence du mouvement des femmes insufflera une impulsion au projet de réforme gouvernementale, les femmes étant elles-mêmes perçues comme un groupe porteur de la modernisation. La configuration actuelle du mouvement des femmes porte encore la marque de cette dynamique initiale, bien qu'à l'heure actuelle la probabilité pour le mouvement des femmes de maintenir une collaboration fonc-

tionnelle avec l'État québécois est largement compromise par les positions gouvernementales en matière de condition féminine.

Plusieurs désigneront cette période comme celle de l'âge d'or du féminisme québécois en raison de la force de ralliement dont il fait preuve, de la visibilité de ses luttes et de l'impact de ses revendications. Cette phase, en effet, est animée par une volonté collective de transformer les règles et les normes sociales qui pèsent sur toutes les femmes et soutiennent la reproduction sexuée des rapports sociaux. Elle voit également le mouvement se doter d'un vocabulaire théorique pour dire et analyser la situation des femmes et être l'instigateur de luttes, à divers degrés de radicalité selon le courant théorique et politique qui en prend l'initiative, pour revendiquer l'autonomie personnelle et socio-économique des femmes de même que le contrôle de leur corps et de leur fécondité.

Comparativement à certains autres mouvements féministes qui ont plutôt mal résisté aux confrontations politiques et idéologiques qui les ont traversées au cours des années 1970, le mouvement des femmes québécois parviendra assez bien à éviter de tels affrontements bien qu'il soit déjà passablement hétérogène dans sa composition et pluraliste dans ses options. Mais, pragmatique et orienté vers l'action, il cherchera surtout, au cours de ces années, à développer une base communautaire étendue et des alliances stratégiques avec l'ensemble des groupes de femmes dans le double objectif d'étendre son rayonnement et de renforcer son pouvoir de représentation et de pression. Au cours de ces années, cette orientation l'amène notamment à mettre sur pied ou à revitaliser des associations ou fédérations de femmes œuvrant à l'échelle du Québec. Plusieurs de ces associations « chapeau » joueront, au fil des décennies suivantes, un rôle actif de porte-parole des revendications des nombreux groupes de femmes et des membres individuelles qui leur sont affiliés. Elles assumeront ainsi un rôle d'agents mobilisateurs et de groupes de pression au service du mouvement des femmes, renforçant par le fait même la présence de celui-ci et son pouvoir d'intervention dans l'ensemble du tissu social québécois.

C'est, selon toute vraisemblance, l'existence même de cette dynamique qui incite la plupart des féministes plus radicales qui œuvrent au sein du *Front de libération des femmes du Québec* (1969-1971) et au *Centre des femmes* (1971-1975) qui lui succède, ou encore au sein de collectifs de féministes lesbiennes et de groupes socialistes, à demeurer en dialogue avec le reste du mouvement et à prendre part à ses actions. Une telle interaction contribuera non seulement à la politisation des groupes de

femmes et à la diversification des pratiques et des champs de référence idéologiques, mais encore elle provoquera une relative radicalisation des grandes organisations ou associations féminines qui, telle la Fédération des femmes du Québec (FFQ), assument à ce jour un leadership largement reconnu au sein du mouvement des femmes. C'est donc en grande partie grâce à cet héritage de collaboration et de concertation au niveau du travail politique que le mouvement des femmes québécois arrivera à résister à l'usure du temps et à préserver une relative unité dans l'action.

Cependant, avec les années 1980, le visage du féminisme québécois se modifie progressivement. Ses manifestations collectives à grande échelle se font plus rares, tandis que les groupes de femmes se multiplient dans tous les secteurs de services et d'entraide et étendent leur rayonnement à la base. Le militantisme s'actualise alors sous des formes ciblées et plus concrètes, c'est-à-dire plus près des problèmes quotidiens des femmes et de leurs besoins les plus criants. Ce mode d'intervention entraîne, au fil des ans, l'implantation de centaines de groupes locaux, régionaux et nationaux de services et d'entraide communautaire dont nous bénéficions encore aujourd'hui, notamment dans les domaines de la santé, de l'avortement, de l'éducation populaire, de l'insertion sur le marché du travail et de la lutte contre la violence et l'isolement des femmes. Cette inscription au cœur de la quotidienneté des femmes a été qualifiée par plusieurs analystes comme une évolution vers un « féminisme de services »¹, induit et consolidé par l'apport financier de l'État. Pour notre part, bien que reconnaissant qu'une telle évolution rendait possible une opération de délestage des responsabilités sociales de l'État vers les groupes de femmes, nous préférons recourir à l'expression « féminisme d'intervention » pour désigner cette période. Car il nous apparaît que la dynamique générée par ce mode d'intervention directe a permis à un nombre considérable de femmes de prendre la parole sur la base de leur expérience personnelle, de développer diverses expertises et de se familiariser avec le militantisme pendant que le mouvement des femmes s'ouvrait, quant à lui, à de nouveaux champs de pratiques et se voyait enrichi par la multiplication de ses voix et de ses lieux. En fait, nous considérons que c'est largement en raison de l'existence même de ces groupes de femmes que s'est forgée la possibilité de voir resurgir au Québec, au

1. Diane Lamoureux, « Les services féministes : de l'autonomie à l'extension de l'État-providence », *Nouvelles pratiques sociales*, 3, 2, 1990, p. 33-43.

cours des années 1990, après l'éclipse plus ou moins réelle d'un discours ouvertement contestataire – éclipse largement provoquée par le silence concerté des médias –, un mouvement sociopolitique soucieux de renouer avec un militantisme plus rassembleur et ouvert à des réalités diverses qui l'amènera à susciter des actions collectives d'éclat, telle la *Marche des femmes en l'an 2000* organisée à l'initiative de la Fédération des Femmes du Québec (FFQ).

LE MOUVEMENT DES FEMMES AUJOURD'HUI

En effet, depuis le « forum-fête-spectacle » de *Femmes en tête* qui, au début de la dernière décennie, rassemblait des milliers de femmes pour célébrer le 50^e anniversaire de l'obtention du droit de vote par les Québécoises – rassemblement qui par ailleurs avait été marqué par des tensions avec différents groupes de femmes issues de l'immigration –, le mouvement des femmes québécois s'est efforcé d'adopter une posture analytique et stratégique susceptible de l'éloigner de la fiction homogénéisante et réductrice d'un amalgame « femmes », tout en réaffirmant l'importance de l'intégration d'une vision féministe pour donner voix à un mouvement de solidarité concerté autour de certaines revendications et stratégies fondamentales. L'ambition d'un unanimisme féministe, caractéristique des premières années, a dû, cela va sans dire, être abandonnée au profit de la promotion d'une adhésion solidaire, plutôt que consensuelle, à un projet féministe dont le rythme et les expressions sont plus diversifiés et multifformes.

Les tensions, contradictions et problèmes stratégiques que sous-tend l'actuelle quête de solidarité entre les femmes à l'origine du renouveau politique dont il est question ici ne sont pas nouveaux au sein du mouvement des femmes québécois. Déjà, depuis la fin des années 1970, bien avant les admonitions post-modernes, la représentativité et le potentiel de rassemblement du mouvement avaient sérieusement été mis en doute par les critiques répétées de nombreux collectifs de femmes qui affirmaient ne pas se reconnaître dans un projet principalement pensé et animé par des femmes blanches, hétérosexuelles, de classe moyenne ou supérieure. Collectifs de femmes immigrantes ou autochtones, lesbiennes ou actives des groupes populaires pour ne nommer que les plus présentes, et plus récemment jeunes femmes qui éprouvent de la difficulté à s'identifier à un féminisme qu'elles perçoivent comme oppositionnel, elles ont été

nombreuses à reprocher aux théories et pratiques féministes de passer sous silence leur situation respective, de taire les clivages existants entre femmes, et de promouvoir un modèle de libération peu adapté à leurs besoins et à leur vécu. Elles ont amplement démontré que la seule évocation d'une condition féminine commune ou universelle, bien que politiquement efficace pour favoriser la mobilisation initiale, ne pouvait plus tenir la route face à la diversité et les effets conjugués des rapports sociaux vécus par les femmes québécoises de conditions sociales diverses ou de cultures autres. Mais, si ces critiques ont été et demeurent des éléments de division et d'opposition, elles ont aussi contribué à l'enrichissement, voire à la transformation des modèles et des stratégies initialement proposés. Elles doivent même être considérées comme des composantes dynamiques du processus critique multidimensionnel qui marque l'évolution actuelle du mouvement des femmes et remet en question la dimension univoque de la revendication d'égalité qui a été le leitmotiv de ses grandes mobilisations dans le passé.

En ce début de millénaire, peut-être un peu essoufflé, mais certainement ni ringard ni moribond, le mouvement des femmes québécois semble donc résister à l'usure du temps. Il se présente dorénavant sous les traits d'une coalition aux multiples voix et lieux qui regroupe des femmes « plus différentes que semblables » et plus divisées politiquement et économiquement qu'auparavant. Coalition qui cherche à rejoindre les femmes là où elles sont en accordant une attention plus consciente et immédiate aux problèmes de celles qui sont doublement et triplement discriminées. Féminisme en actes, le mouvement des femmes québécois est donc traversé à l'heure actuelle par un agenda sociopolitique qui place les valeurs du pluralisme, de la démocratie et de la solidarité au cœur de sa réflexion et de ses pratiques afin de s'ouvrir davantage à la diversité des expériences vécues par les femmes, sans compromettre pour autant ses principes féministes en matière d'égalité.

Mais ce projet d'ouverture et de voix plurielles demeure « inachevé et exploratoire ». Il pose, à chaque personne comme à chacune des organisations féministes, le « défi constant de penser et d'agir sur plusieurs plans à la fois »¹. Un tel défi commande également de revoir leur vocabulaire et de repenser leurs actions et leurs stratégies en conséquence. Notamment il se doit de faire place à une analyse plus approfondie et systématique de

1. Josée Belleau, « Un mouvement aux voix multiples », *Relations*, mars 2000, p. 46-49.

l'interaction et des recouvrements entre patriarcat, capitalisme et racisme, tant pour améliorer notre compréhension des causes structurelles, culturelles et macro-économiques de l'inégalité entre les sexes que pour proposer une autre façon de voir le monde¹. Et cela, alors que le mouvement des femmes doit se déployer à contre-courant du raz-de-marée néolibéral qui a envahi toutes les dimensions de la vie sociétale et négocier les tensions et contradictions qui le traversent en raison notamment de :

- l'éclatement du discours féministe en une pluralité de propositions théoriques et stratégiques dont les prémisses, pour certaines antinomiques, vont du constructivisme à l'essentialisme en passant par le féminisme individualiste ou anarchique ;
- la polarisation des positions féministes dans différents dossiers, tels la prostitution/travail de sexe, la parité, la reconnaissance économique du travail de soins, l'homoparentalité, les nouvelles technologies de la reproduction, la mondialisation, qui engendre des tensions, pour ne pas dire des affrontements au sein même du mouvement ;
- l'émergence de problématiques présumées post-féministes qui favorisent la primauté des expériences et des droits individuels sur la défense du bien commun et de l'action collective qui sont au fondement de l'éthique féministe ;
- la réduction de l'indignation caractéristique des premières décennies du féminisme contemporain qui affaiblit le potentiel de mobilisation du mouvement et conforte les réticences actuelles, surtout celles des jeunes femmes, à l'égard de toute radicalité dans le discours et l'action féministes ;
- la présence d'un discours antiféministe accusateur qui nie ou banalise les inégalités et alimente une animosité à l'égard des revendications des femmes ;
- enfin, la montée des conservatismes religieux et politiques qui menace des droits acquis et des pratiques acceptées dans de nombreux domaines : avortement, divorce, homosexualité, éducation sexuelle, soutien de l'État destiné aux mères seules et démunies, etc.

Dans une telle conjoncture, l'avenir du mouvement des femmes québécois n'est pas sans préoccuper universitaires et militantes. D'une part,

1. Ce qui a constitué l'enjeu central de la marche mondiale des femmes en l'an 2000. À ce sujet, voir Françoise David, Lorraine Guay et Diane Matte, « Pauvreté et violence : deux visages, un même combat », communication présentée au Congrès 2001 du Barreau du Québec, et reproduite à l'adresse <http://www.barreau.qc.ca/congres/2001/pdf/17-davidfran.pdf>.

dans une société qui aime croire que l'égalité est déjà là, elles s'interrogent sur la capacité du féminisme à maintenir le caractère subversif de son ancrage dans l'analyse des rapports sociaux de sexe, tout en faisant place à une vision plus complexe et actualisée des expériences plurielles et polymorphes des femmes. En l'occurrence, la question formulée par Nira Yuval-Davis¹ – à savoir, quelle peut être une articulation « pensable et praticable des différences entre femmes ? » – demeure largement sans réponse, tout comme celle de savoir quelle est la capacité du mouvement des femmes québécois à prendre acte de la diversité et à absorber de nouvelles problématiques, tout en évitant de succomber au leurre d'un consensus artificiel. D'autre part, elles s'inquiètent de savoir si le mouvement des femmes et ses diverses composantes saura alimenter des pratiques et des stratégies féministes concertées qui tiennent compte des choix et des refus formulés par les femmes au cours des dernières années. Reste donc à voir si le mouvement des femmes québécois sera en mesure à la fois de préserver l'attraction mobilisatrice du *Nous femmes* et de faire place à une vision plus complexe du réel informée non seulement par l'hétérogénéité et la multiplication des référents identitaires, des préoccupations et des expériences de femmes, mais encore par « les déplacements frontalières de l'inégalité et les incessantes décompositions et recompositions des partages »² et des hiérarchies entre les sexes.

Dossier :
Le Québec,
une autre Amérique.
Dynamismes
d'une identité

1. *Gender and Nation*, Londres - New Delhi - Thousand Oaks, Sage (CA), 1996.
2. Michelle Perrot, « Identité, égalité, différence. Le regard de l'histoire », dans Ephesia, *La place des femmes : les enjeux de l'identité et de l'égalité au regard des sciences sociales*, Paris, La Découverte, 1996, p. 39-56.